

Toute proposition en vue d'une union politique devrait émaner de ces pays et non pas du Canada sous la forme d'une opinion émise à la Chambre des communes. Bien sûr, j'approuve complètement le passage traitant de l'aide économique. Bien que nous ayons pu avoir à l'occasion le sentiment de ne pas faire assez, je pense que si nous évaluons, à l'échelle du Commonwealth, l'assistance accordée par tête d'habitant, nous nous apercevons que le Canada n'a jamais opposé de fin de non-recevoir à une demande d'aide économique en provenance des Antilles. J'en éprouve une assez grande fierté. Je le répète, si l'on établit le calcul par tête d'habitant, le Canada a peut-être donné plus qu'aucun autre pays. C'est ce que je crois. Si une assistance plus importante était nécessaire, ces pays nous la demanderaient, me semble-t-il. Toutefois j'espère sincèrement que cette assistance prendrait la forme d'une aide apportée par le Canada aux pays des Antilles et des Caraïbes en vue de leur développement plutôt que la forme d'une motion à deux volets comprenant une union politique avec le Canada. C'est aux pays des Caraïbes qu'il appartient d'approcher le Canada à cet égard; ce n'est pas à nous qu'il convient d'adopter une motion les invitant à prendre cette initiative. Au cas où ils nous soumettraient une telle proposition, nous l'examinerions. Nous pourrions l'accueillir favorablement, mais nous avons déjà assez de problèmes sur les bras sans aller encore étendre les limites territoriales de notre dominion.

• (4.40 p.m.)

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, je veux tout d'abord féliciter le député d'Hillsborough (M. Macquarrie) d'avoir eu la prévoyance de présenter la motion à l'étude. Je trouve d'un intérêt tout particulier le passage où il est question d'étudier l'opportunité de prendre l'initiative en vue de favoriser un resserrement des relations avec les Antilles et l'idée d'ouvrir nos portes et d'inviter ces populations à se joindre à nous. A la quatrième ligne, on peut lire la condition: «si les résidents de ces îles sont d'accord».

Je m'oppose vivement aux remarques de l'orateur qui m'a précédé, car il nous a dit catégoriquement que malgré le nombre d'années passées à l'Association parlementaire du Commonwealth et à la Chambre des communes, il n'avait pas vu cette phrase dans la motion. Si j'invitais des gens, je leur laisserais le soin de décider si, oui ou non, ils ont envie de venir chez moi.

J'approuve les remarques de mon ami, le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis) qui a évoqué la conférence à laquelle lui et moi-même avons participé durant quatre semaines et qui nous a permis de côtoyer beaucoup d'Antillais. Je reconnais, tout comme le député de Hillsborough, qu'il y a des problèmes, mais j'estime aussi, car je suis optimiste, que la bonne volonté manifestée envers le Canada dans les Antilles est immense. Bien sûr, ce ne sont pas des articles écrits par des gens indifférents et mal renseignés qui raffermiront cette bonne volonté, tel cet article que j'ai sous les yeux, dont l'auteur est un des principaux éditorialistes du *Globe and Mail*, M. Clyde Sanger. Permettez-moi de vous donner lecture du passage suivant:

Les émeutes de mars à Trinidad ont révélé aux Canadiens un fait nouveau et désagréable: tout le monde aux Antilles ne considère pas le Canada comme un pays ami et un frère aîné.

En fait, on commença à entendre une expression étrange et critique dans l'enceinte du Parlement d'Ottawa où le comité sénatorial des affaires étrangères étudiait nos relations avec les Antilles. Témoins et sénateurs commencèrent à parler avec inquiétude d'un «empire canadien».

Est-ce exagéré? C'est très différent et tout ce qui s'est dit et pensé ici avant cette année.

L'Est du Canada a entretenu des relations étroites avec les Antilles depuis près d'un siècle. Les goélettes transportant vers le sud de la morue salée sont venues en premier, suivies des hommes d'affaires et des banquiers. La Banque de Nouvelle-Écosse est établie à la Jamaïque depuis 1889 et effectue maintenant la moitié des transactions bancaires de l'île.

Alcan (Aluminum Company of Canada) a été la première compagnie à explorer la bauxite de la Jamaïque et elle s'enorgueillit du fait que depuis 1952 elle fait subir sur place à cette terre rouge les premières étapes de la transformation. Par contre, les compagnies américaines, hier encore, exportaient immédiatement la bauxite brute...

Les gouvernements canadiens—surtout celui de Lester Pearson de 1963 à 1968—ont considéré ces îles comme dignes d'un intérêt spécial. L'année dernière, le Canada a affecté à l'aide au développement accordée aux Antilles du Commonwealth 24 millions de dollars.

Cela revient à \$6 par habitant pour les quatre millions d'âmes de la région. Par contre, l'aide canadienne aux pays membres du Plan de Colombo, comprenant l'Inde, le Pakistan, Ceylan et la Malaysia, représentait une moyenne de 15c. par habitant de cette région.

En juillet 1966, M. Pearson a convoqué à une réunion spéciale à Ottawa une douzaine de chefs de gouvernements des Antilles pour discuter d'une collaboration plus fructueuse.

Tout cela était très flatteur pour le Canada. Il y avait à peine un nuage dans le ciel.

L'horizon a changé de façon dramatique ces derniers mois. L'accroissement des groupements de la puissance noire aux Antilles constitue un facteur. Un autre, c'est l'interminable procès qu'on a fait subir à Montréal aux étudiants qui, au point culminant de leurs protestations contre le prétendu racisme d'un professeur, ont occupé le centre d'informatique de l'Université Sir George Williams pour enfin le saccager de fond en comble.